

# L'Iran face à la recomposition de son environnement régional

## Entre survie du régime et isolement stratégique

Clément THERME

### ► Points clés

- L'Iran conserve des leviers d'action asymétriques importants, mais la guerre accélère l'érosion de son capital régional, qu'il s'agisse de ses réseaux d'influence, de ses coopérations économiques ou des avancées diplomatiques obtenues depuis le rapprochement avec l'Arabie saoudite en 2023.
- Présentée comme un atout stratégique majeur, la perturbation de la circulation maritime dans le détroit d'Ormuz rappelle le rôle central de l'Iran dans la sécurité énergétique mondiale, mais l'expose simultanément à l'hostilité de ses principaux partenaires commerciaux et de la communauté internationale.
- En ciblant prioritairement les Émirats arabes unis, Téhéran cherche à internationaliser le coût du conflit pour Washington, mais prend le risque d'affaiblir un partenaire commercial central et un relais majeur de son insertion dans l'économie mondiale.
- L'évolution des équilibres dans le Caucase du Sud menace la position de l'Iran comme carrefour stratégique entre le Golfe, le Caucase et l'Asie centrale.

## Introduction

La guerre de quarante jours déclenchée le 28 février 2026 par l'offensive israélo-américaine contre l'Iran a ouvert une nouvelle phase dans l'histoire des relations entre la République islamique et ses voisins. Si le régime a démontré une capacité de résilience face à une campagne militaire d'une ampleur inédite depuis la guerre Iran-Irak (1980-1988), sa survie ne doit pas être confondue avec une victoire stratégique. Comme le révèle la séquence actuelle, la République islamique conserve une capacité de nuisance importante mais voit simultanément se réduire ses réseaux d'influence au Moyen-Orient, ses coopérations économiques dans la zone et les acquis diplomatiques de l'accord de mars 2023, conclu avec l'Arabie saoudite, sous l'égide de la Chine.

## Le glissement de la stratégie sécuritaire iranienne

Depuis 1979, la stratégie de sécurité iranienne s'articule autour de deux objectifs complémentaires : externaliser les confrontations militaires afin d'éviter qu'elles ne se déroulent sur le territoire national, et promouvoir un ordre régional affranchi de la présence militaire américaine, considéré par Téhéran comme la condition préalable à la normalisation de ses relations avec les États de la péninsule Arabique. Cette logique a conduit à la construction progressive d'une profondeur stratégique articulée autour du Hezbollah au Liban, des milices chiites irakiennes, du régime syrien jusqu'au mois de décembre 2024 et, plus récemment, des Houthis au Yémen. Cet « Axe de la résistance »

constituait tout autant un projet idéologique transnational qu'un dispositif de dissuasion destiné à faire payer un coût régional à toute attaque militaire contre l'Iran.

Or cette architecture est aujourd'hui fragilisée. Le Hezbollah demeure un acteur influent mais ne peut plus jouer le rôle de bouclier stratégique qu'il assumait avant les guerres israélo-libanaises successives depuis le 7 octobre 2023. En Irak, les groupes armés pro-iraniens conservent une capacité

de nuisance mais évoluent dans un contexte où le gouvernement cherche à éviter que le pays ne devienne le principal théâtre d'une confrontation entre Washington et Téhéran. Les Houthis restent capables de perturber le trafic maritime mais ne peuvent contribuer directement à la défense du territoire iranien. Quant à la Syrie, elle n'offre plus la profondeur géostratégique qui avait permis à l'Iran de consolider un corridor territorial vers le Levant depuis la chute du régime al-Assad.

Cette évolution explique le glissement progressif de la stratégie iranienne. La riposte n'est plus uniquement militaire et indirecte ; elle est désormais dirigée directement contre l'axe israélo-américain et cible la majorité des pays voisins de l'Iran. Après les représailles

---

L'objectif de Téhéran n'est plus tant de gagner que d'éviter l'asphyxie économique et stratégique

---

contre les États-Unis et Israël, l'objectif de Téhéran n'est plus tant de gagner que d'éviter l'asphyxie économique et stratégique. La préservation des corridors commerciaux, des réseaux de contournement des sanctions et des routes logistiques est devenue aussi importante que la capacité de lancer des missiles ou des drones. Cette stratégie de ripostes tous azimuts touche néanmoins ses limites car elle a aussi visé les États de la péninsule arabique qui s'efforçaient pourtant de travailler à la désescalade régionale avant l'offensive israélo-américaine du 28 février 2026. Les frappes contre le Qatar et, dans une moindre mesure, contre le sultanat d'Oman rappellent que le rôle de médiateur entre les États-Unis et l'Iran ne constitue pas une garantie suffisante contre les retombées sécuritaires d'un affrontement régional.

## Désordre dans le Golfe et valorisation du partenariat chinois

Ainsi, après le déclenchement de l'offensive israélo-américaine du 28 février 2026, la réponse militaire iranienne a directement visé ou affecté, à des degrés divers, douze États de l'environnement régional élargi : l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Irak, la Turquie, l'Azerbaïdjan, Oman, la Jordanie, Chypre et Israël. Cette extension géographique de la confrontation illustre la volonté de Téhéran de régionaliser le coût du conflit afin de rappeler qu'aucune guerre contre la République islamique ne peut demeurer limitée à son seul territoire. Cette stratégie vise la survie sécuritaire et idéologique du régime, mais elle met en même temps en péril la survie économique du pays à moyen terme et pose la question d'une rupture de confiance dans les relations de bon voisinage.

Le détroit d'Ormuz illustre parfaitement ce paradoxe. Longtemps présenté comme l'arme ultime de la République islamique, il apparaît désormais autant comme un symbole de puissance que comme un révélateur de vulnérabilité. Menacer de le fermer permet à Téhéran de rappeler son importance stratégique. Mais cette stratégie se heurte à l'opposition de la Chine, de l'Inde, des monarchies du Golfe et des économies occidentales, toutes dépendantes de la libre circulation des hydrocarbures.

Pékin, principal acheteur du pétrole iranien, exerce désormais une pression croissante afin d'éviter toute perturbation durable des flux énergétiques mondiaux. Le rôle de la Chine est ainsi devenu central dans les perspectives de désescalade. Alors que Pékin s'était longtemps contenté d'un soutien discret à l'Iran, les tensions sur les marchés énergétiques l'ont conduit à s'impliquer davantage. Les autorités chinoises encouragent l'ouverture du détroit d'Ormuz et soutiennent indirectement les efforts de médiation menés par le Pakistan. Pour Téhéran, la Chine apparaît désormais comme un partenaire stratégique indispensable, capable d'offrir à la fois un soutien économique et une forme de garantie diplomatique. Ainsi, la Chine s'est opposée pour la première fois de manière ouverte à l'application des sanctions américaines par les entreprises chinoises achetant du

pétrole iranien. Cette évolution s'explique en grande partie par les tensions qui affectent les marchés mondiaux de l'énergie. En période d'abondance pétrolière, la Chine tend à privilégier la stabilisation de ses relations économiques et stratégiques avec les États-Unis. À l'inverse, lorsque l'offre se resserre et que l'incertitude augmente sur les marchés, Pékin accorde une plus grande importance au maintien de relations solides avec les principaux pays producteurs de pétrole, dont l'Iran. Les médias iraniens présentent désormais Pékin comme un possible « médiateur en coulisses » ou « médiateur discret » dans les tensions entre l'Iran et les États-Unis.

## **Isolement et survie : les limites de l'autonomie stratégique iranienne**

Cependant, cette dépendance croissante à l'égard de Pékin révèle aussi les limites de l'autonomie stratégique iranienne. La République islamique ne dispose plus de la même marge de manœuvre qu'auparavant. Son isolement régional et les contraintes économiques liées aux sanctions et au blocus maritime américain entré en vigueur le 13 avril 2026 la rendent plus sensible aux pressions de ses partenaires. Cette réalité apparaît particulièrement clairement dans le cas des Émirats arabes unis. Les frappes iraniennes contre les Émirats s'inscrivent dans une stratégie visant à augmenter le coût régional du conflit pour les États-Unis. En ciblant un partenaire majeur de Washington, Téhéran espère créer des pressions indirectes sur l'administration américaine. Mais cette stratégie comporte un risque majeur : les Émirats constituent également le principal partenaire économique régional de l'Iran, avec des échanges commerciaux atteignant 27 milliards de dollars en 2025. Dubaï a longtemps servi de plateforme essentielle de contournement des sanctions : réexportations, transactions financières, investissements privés et circuits commerciaux parallèles ont permis à l'économie iranienne de conserver une forme de connexion avec l'économie mondiale. En s'attaquant aux Émirats, Téhéran prend le risque d'affaiblir l'un des derniers poumons économiques dont il dispose encore.

Cette contradiction renvoie à une problématique plus large. La République islamique est aujourd'hui confrontée à une tension croissante entre survie sécuritaire et survie économique. Les mesures destinées à garantir la sécurité du régime contribuent souvent à fragiliser ses perspectives économiques. Inversement, toute ouverture susceptible de favoriser une levée des sanctions implique des compromis politiques et idéologiques difficiles à accepter pour les factions les plus conservatrices du système, réunies autour du bureau du Guide suprême Mojtaba Khamenei. Le régime se trouve ainsi dans une forme d'impasse stratégique. À l'intérieur du pays, les conséquences économiques de la guerre s'ajoutent à une crise de légitimité déjà profonde. Les mouvements de contestation des dernières années, la répression du mouvement « Femme, Vie, Liberté » et la montée en puissance des Gardiens de la révolution ont réduit la capacité du régime à produire du consentement. À l'extérieur, les représailles contre les États voisins alimentent une crise de confiance, compliquant la restauration des relations de bon voisinage.

Les monarchies du Golfe ne souhaitent pas nécessairement un changement de régime à Téhéran. Beaucoup redoutaient même les conséquences d'un effondrement de l'État iranien. Pourtant, les frappes iraniennes contre des infrastructures énergétiques, des ports ou des installations militaires ont contribué à renforcer leur coopération sécuritaire avec les États-Unis, tout en cherchant à diversifier leurs partenariats en se rapprochant du Pakistan pour l'Arabie saoudite et d'Israël pour les Émirats arabes unis.

En faisant de l'éloignement des États du Golfe vis-à-vis de Washington une condition implicite de la normalisation régionale, la République islamique réduit les chances d'un rétablissement durable des relations de bon voisinage. Cette posture alimente un débat croissant sur la gestion de la question iranienne : faut-il privilégier une approche diplomatique fondée sur le dialogue, soutenue par des acteurs comme la Turquie, le Qatar, le Pakistan et l'Arabie saoudite, ou une stratégie plus coercitive reposant sur le rapport de force, portée avant tout par Israël et les Émirats arabes unis ?

## Recomposition du voisinage septentrional

Parallèlement, la République islamique doit faire face à la recomposition de son environnement septentrional. Dans le Caucase du Sud, l'affaiblissement de la Russie consécutif à la guerre en Ukraine modifie profondément les équilibres régionaux. L'Azerbaïdjan renforce ses liens avec la Turquie et Israël tandis que l'Arménie se rapproche progressivement des États-Unis et de l'Union européenne. Pour Téhéran, l'ouverture du corridor de Zanguezour à la circulation sous contrôle américain représente une menace géopolitique majeure car cela pourrait réduire le rôle de l'Iran comme espace de transit entre le Golfe, le Caucase et l'Asie centrale. À l'est, le Pakistan et l'Afghanistan jouent un rôle croissant dans les stratégies de contournement économique et diplomatique de la République islamique. Toutefois, aucun de ces partenaires ne peut remplacer les fonctions autrefois assurées par le Golfe ou compenser pleinement l'isolement croissant du pays.

Dans ce contexte, le scénario le plus probable demeure celui d'un accord temporaire ou d'une trêve armée. Une telle formule permettrait la réouverture du détroit d'Ormuz, une forme de stabilisation régionale et la reprise de discussions sur le programme nucléaire iranien. Mais elle ne résoudrait aucune des contradictions fondamentales révélées par la guerre. La République islamique conserve des capacités militaires importantes et demeure un acteur régional incontournable. Pourtant, sa profondeur stratégique ne fonctionne plus comme un bouclier. Elle tend à devenir un multiplicateur d'incertitudes. En cherchant à régionaliser le conflit pour renforcer sa sécurité, l'Iran a contribué à accélérer son isolement. La crise actuelle révèle ainsi moins l'effondrement de la puissance iranienne que la transformation progressive de ses instruments de puissance en facteurs de vulnérabilité.

---

Le scénario le plus probable demeure celui d'un accord temporaire ou d'une trêve armée

---

---

***Clément Therme** est chercheur associé au Programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri et chercheur non-résident à l'Institut international d'études iraniennes (Rasanah). Il est également membre associé du CETOBAC à l'EHESS et chercheur associé au Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Humaines et Sociales (CRISES), chargé de cours à l'Université de Montpellier Paul-Valéry et à Sciences Po Paris.*

**Comment citer cette publication :**

Clément Therme, « L'Iran face à la recomposition de son environnement régional. Entre survie du régime et isolement stratégique », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 15 juin 2026.

ISBN : 979-10-373-1238-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : © Shutterstock.com





27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[lfri.org](http://lfri.org)

